



24 MAI 2019

Bpifrance Le Lab et Rexecode présentent leur baromètre « Trésorerie, Investissement et Croissance des TPE et PME » du deuxième trimestre 2019, avec un focus d'actualité sur les difficultés de recrutement

Les TPE et PME interrogées par Bpifrance et Rexecode en mai 2019 font toujours état d'une grande facilité d'accès au crédit mais d'une trésorerie plutôt dégradée. Cette dernière tendance pourrait toutefois s'atténuer au cours des 3 prochains mois. Elles prévoient de ralentir leurs investissements en 2019, confirmant leurs anticipations du 1er trimestre.

Les difficultés de recrutement restent le principal frein à la croissance des TPE/PME et apparaissent en forte hausse sur un an. Elles concernent plus de 80% de celles ayant rencontré un besoin de recrutement sur les 12 derniers mois et sont considérées comme le principal frein à leur activité. Selon les chefs d'entreprises, la principale barrière à l'embauche est de loin l'absence de candidats « adaptés ». Ils peinent surtout à trouver des niveaux de qualification et d'expérience conformes à leurs attentes et doutent de l'adaptabilité des candidats à la culture de leur entreprise. Pour y remédier, ils déclarent modifier leur processus de recrutement mais également faire évoluer leur organisation interne. Ils ont aussi davantage recours à des prestataires externes. Un quart d'entre eux déclarent néanmoins avoir été contraints de restreindre leur activité face à ces difficultés.

Des conditions financières toujours favorables mais des signes de ralentissement :

Trésorerie et délais de paiement : Les indicateurs relatifs à l'évolution de la trésorerie des PME récente et future s'améliorent légèrement. Les PME restent toutefois plus nombreuses à déclarer une dégradation de leur trésorerie qu'une amélioration au cours des 3 derniers mois, et la proportion de celles qui jugent leur trésorerie actuelle aisée est en baisse (13 % contre 16 % au 1^{er} trimestre). Les délais de paiement clients et fournisseurs ont peu évolué ce trimestre.

Investissement : L'investissement ralentirait en 2019 selon les anticipations des PME : le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement baisse de 7 points par rapport à l'an dernier à la même date, de même que la proportion de PME souhaitant investir (de 66 % à 59 %), en cohérence avec les anticipations du 1^{er} trimestre. À noter que ce résultat est moins favorable que celui de l'enquête Insee réalisée dans la seule industrie (et incluant les GE et les ETI), selon laquelle les investissements progresseraient de 11 % en 2019 en valeur. Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses, bien avant l'extension des capacités de production ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

Accès au crédit : Les TPE/PME disposent d'un accès au financement jugé toujours très aisé, qu'il s'agisse de celui dédié à l'exploitation courante ou à l'investissement, dans un contexte où les taux d'intérêt restent bas.

Freins à la croissance : Les difficultés de recrutement restent de loin le principal frein à l'activité cité par les entreprises, en forte hausse ce trimestre (pour 57 % d'entre elles contre 52 % il y a trois mois). La récente enquête de Pôle emploi sur les besoins en main-d'œuvre en 2019 confirme ce phénomène. La concurrence constitue toujours le second frein à

la croissance des PME, mais est un peu moins prégnant qu'au trimestre précédent. Les contraintes de demande, qui étaient en hausse au 1^{er} trimestre, sont désormais un peu moins citées.

Focus trimestriel « Les PME face aux difficultés de recrutement » :

82 % des entreprises ayant cherché à recruter au cours des 12 derniers mois ont signalé des difficultés de recrutement, une proportion en forte hausse sur un an (70 % au 2^e trimestre 2018). Ces difficultés affectent d'ores et déjà l'activité de 47 % d'entre elles, et 41% ont des craintes quant à leur impact à venir sur l'activité espérée.

L'absence de candidat (comprise au sens de candidat « adapté ») reste une difficulté majeure citée par trois quarts des PME ; cette proportion recule néanmoins sur un an. L'inadéquation entre leurs propres attentes et les caractéristiques ou attentes des candidats, désormais citée par 83 % des PME, devient la première source de difficultés rencontrées dans leur recrutement. Les PME signalent en particulier un niveau de qualification insuffisant des candidats ainsi que leur manque d'expérience et leur faible adaptabilité à l'entreprise. Le salaire demandé n'apparaît qu'au cinquième rang des raisons aux difficultés de recrutement et est moins cité que l'an passé (17 % après 20 %). Les TPE/PME sont plus nombreuses que l'an passé à mettre en cause certaines caractéristiques propres à l'entreprise elle-même ou son organisation pour expliquer ces difficultés à recruter. L'implantation géographique de l'entreprise prend notamment un peu plus d'ampleur. Ces obstacles liés à l'organisation de l'entreprise restent relativement peu cités par les dirigeants et relèvent sans doute davantage de la perception des candidats.

Pour tenter de remédier à ces difficultés, les PME déclarent entreprendre diverses actions. Plus de la moitié des PME font évoluer leur politique de recrutement (réseaux sociaux, concurrents, cabinets de chasseurs...). Elles modifient également leur organisation interne, en augmentant la durée de travail des salariés en place (heures supplémentaires, passage des temps partiels en temps plein) en les formant et en développant leur polyvalence, ou encore en leur proposant une meilleure rémunération. Les PME ont également recours à des prestataires extérieurs (intérim, travail détaché, sous-traitance) et adaptent les profils des postes à pourvoir. En revanche, les difficultés de recrutement n'incitent que peu les chefs d'entreprise à investir dans l'automatisation des tâches, et encore moins à mettre en place des solutions de mobilité de la main d'œuvre ou du télétravail. Malgré les actions entreprises pour faire face aux difficultés de recrutement, un quart des PME déclarent néanmoins avoir été contraintes de restreindre leur activité compte tenu de leur importance.

Conditions de réalisation de l'enquête :

Afin de mieux connaître la situation des TPE et PME en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette cinquième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'Investissement et la Croissance des TPE et PME, a été réalisée entre le 29 avril et le 13 mai 2019, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de près de 1 200 PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 468 PME ont été traitées.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance

Il était complété par une interrogation thématique portant sur les difficultés de recrutement.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : bpifrance-lelab.fr et sur rexecode.fr

Contacts presse :

Bpifrance
Nathalie Police
Tél. : 01 41 79 95 26
nathalie.police@bpifrance.fr

Rexecode Footprint > consultants
Camille Formentini
Tél : 01 80 48 14 80
cformentini@footprintconsultants.fr

À propos de Bpifrance Le Lab :

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « déroutteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – www.bpifrance-lelab.fr – www.bpifrance.fr

A propos de Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission. (1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 89 20 89 - www.rexecode.fr